

ACTION URGENTE

MEXIQUE. DES OBSERVATEURS DES DROITS HUMAINS ATTAQUÉS

Des militants des droits humains de l'État d'Oaxaca, au Mexique, sont en grand danger à la suite d'une attaque menée le 27 avril contre des observateurs des droits humains, qui a fait deux morts et des dizaines de blessés. Les autorités n'ont pas fait suffisamment d'efforts pour enquêter sur cet événement, découvrir où se trouvent les cinq personnes toujours portées disparues à la suite de l'attaque, ou protéger les personnes qui l'ont subie.

Le 27 avril, un groupe d'une trentaine d'observateurs des droits humains est tombé dans une embuscade tendue par des hommes armés dans la région où vivent les indigènes triquis, dans l'État d'Oaxaca (sud du Mexique). Des groupes mexicains de défense des droits humains pensent qu'il s'agissait d'une attaque planifiée, menée par un groupe paramilitaire qui avait déjà menacé les observateurs. Ceux-ci ont été attaqués après avoir été obligés de s'arrêter parce que des rochers bloquaient la route. L'observateur finlandais Jyri Antero Jaakkola et la défenseure indigène des droits humains Beatriz Cariño, directrice de l'organisation CACTUS, ont été tués. Selon certaines informations en provenance du Mexique, cinq personnes seraient portées disparues ; elles auraient été prises en otages par leurs assaillants. Ces cinq personnes, toutes mexicaines, sont les journalistes **David Cilia** et **Erika Ramírez** (la seule femme parmi les disparus), et trois militants : **Fernando Santiago** (membre de l'organisation mexicaine Brigadas Indígenas) et **David Venegas** et **Noé Bautista**, de VOCAL, un groupe de l'État d'Oaxaca. Certaines personnes blessées lors de l'embuscade auraient d'abord été prises en otage avant d'être relâchées. Selon certaines informations, ces personnes avaient pour consigne de transmettre le message suivant à Omar Esparza, l'un des dirigeants des organisations CACTUS et MAIZ, basées dans l'État de Oaxaca : « Dites-lui que cette fois il y a échappé mais que le prochain, c'est lui ».

Bien avant l'attaque, les défenseurs des droits humains qui organisaient ce voyage avaient demandé aux autorités de l'État de protéger les observateurs, mais aucune mesure n'a été prise. Les autorités fédérales et celles de l'État ne se sont rendues sur le lieu de l'embuscade que le lendemain de l'attaque, invoquant des raisons de sécurité. Les victimes et les témoins qui sont parvenus à identifier certains des agresseurs n'ont pas encore été interrogés et, pour l'instant, les autorités ne leur ont proposé aucune protection. Les indices présents sur les lieux n'ont pas encore été collectés par les enquêteurs.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS (en espagnol ou dans votre propre langue) :

- priez instamment les autorités de mener sans délai une enquête approfondie et impartiale sur cette attaque contre des défenseurs des droits humains, de rendre publiques les conclusions de ces investigations et de déférer à la justice les responsables présumés ;
- exhortez-les à faire immédiatement le nécessaire pour retrouver les personnes toujours portées disparues ;
- priez-les de fournir le plus rapidement possible une assistance médicale adaptée à toutes les personnes blessées lors de l'attaque ou qui faisaient partie du convoi ;
- invitez les autorités à prendre immédiatement des mesures de protection en faveur des personnes qui ont subi l'attaque tout en respectant leur volonté ;
- demandez-leur de condamner publiquement cette attaque et de renforcer leur engagement en faveur de la protection des défenseurs des droits humains au Mexique en agissant rapidement et avec efficacité.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 10 JUIN 2010 À :

Président de la République :

Lic. Felipe de Jesús Calderón Hinojosa
Residencia Oficial de "Los Pinos", Casa Miguel Alemán
Col. San Miguel Chapultepec
México D.F., C.P. 11850, Mexique
Fax : + 52 55 50 93 53 21
Courriel : felipe.calderon@presidencia.gob.mx
Formule d'appel : *Señor Presidente*, / Monsieur le Président,

Procureur général de la République :

Lic. Arturo Chávez Chávez
Procuraduría General de la República
Av. Paseo de la Reforma n° 211-213
Col. Cuauhtémoc, Delegación Cuauhtémoc
México D.F., C.P. 06500, Mexique
Fax : +52 55 53 46 09 08
Courriel : ofproc@pgr.gob.mx
Formule d'appel : *Señor Procurador General*, / Monsieur le Procureur général,

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques du Mexique dans votre pays. Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

MEXIQUE. DES OBSERVATEURS DES DROITS HUMAINS ATTAQUÉS

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Le groupe était en chemin pour recueillir des informations sur les violations des droits humains qui durent depuis longtemps dans la région où vivent les indigènes triquis, et pour apporter une assistance humanitaire. Parmi les victimes de l'attaque se trouvaient plusieurs membres d'organisations et de réseaux mexicains ainsi que des observateurs internationaux venus d'Allemagne, de Belgique, de Finlande et d'Italie.

Les défenseurs des droits humains au Mexique sont en permanence victimes de graves atteintes aux droits humains. Les personnes œuvrant contre le désintérêt traditionnel pour les droits économiques, sociaux et culturels sont plus susceptibles de subir des atteintes et ont donc le plus besoin de reconnaissance, de protection et de soutien. Parmi eux, la situation des défenseurs des droits fondamentaux des indigènes est particulièrement préoccupante. Ceux qui conduisent les actions visant à rompre le cercle de l'exclusion, de la pauvreté et d'autres violations des droits des indigènes paient le prix fort.

Depuis de nombreuses années, les autorités de l'État d'Oaxaca se refusent à enquêter sur les graves violations des droits humains commises dans cet État.

Felicitas Martínez et Teresa Bautista, deux jeunes femmes journalistes et défenseuses des droits humains indigènes qui travaillaient avec Bety Cariño, ont été tuées le 7 avril 2008. Elles sont tombées dans une embuscade alors qu'elles se rendaient à la station de radio *La voz que rompe el silencio* (La Voix qui rompt le silence), pour laquelle elles travaillaient. Cette station est basée à San Juan Copala, une ville de l'État d'Oaxaca dont la population est majoritairement indigène. Personne n'a été traduit en justice pour ce crime.

La région où vivent les Triquis est l'une des plus pauvres du pays et l'une de celles qui rencontrent le plus de difficultés. Elle est déchirée depuis plus de 30 ans par un conflit entre communautés qui a fait des dizaines de morts. Les autorités prennent rarement des mesures pour obliger les responsables présumés à rendre des comptes.

En juin 2006, des manifestations de grande ampleur ont éclaté dans l'État d'Oaxaca. Les manifestants demandaient la démission du gouverneur de cet État. Les violences politiques et les manifestations ont continué tout au long de l'année. Au cours de ces affrontements, au moins 18 civils auraient été tués, dont le journaliste américain Brad Will ; au moins 370 personnes ont été blessées et 349 arrêtées. Recours excessif à la force, détentions arbitraires, torture et chefs d'inculpation forgés de toutes pièces contre des manifestants ont été largement utilisés. En 2009, une enquête spéciale menée par la Cour suprême du Mexique a conclu que des hauts fonctionnaires devaient être tenus responsables des violations des droits humains commises pendant la crise. Cependant, les autorités présumées responsables de ces agissements – aux niveaux de l'État fédéral, de l'État d'Oaxaca et des municipalités – n'ont quasiment pas été appelées à rendre des comptes. Les organisations de défense des droits humains continuent de faire campagne pour que justice soit rendue à la suite de ces atteintes.

AU 101/10, AMR 41/035/2010, 29 avril 2010

**AMNESTY
INTERNATIONAL**

